

COMMUNE DE FRANCALTROFF



ARRETE MUNICIPAL n° 25/2023

**Réglementant le stationnement pendant des travaux d'enfouissement de réseaux
Au-devant de l'immeuble sis 3 Rue de Dieuze, par la société EST RESEAUX de Phalsbourg**

Le maire de la commune de FRANCALTROFF

VU les articles L.2541-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la route ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 ;

Considérant les travaux d'enfouissement de réseaux dans la Rue de St-Avoid et Rue de Dieuze;

ARRETE :

Article 1.

Du lundi 22 mai au vendredi 26 mai inclus :

➤ **Le stationnement des véhicules est interdit au-devant de l'immeuble sis 3 Rue de Dieuze**

Article 2.

L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents, et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 06 novembre 1992.

Article 3.

En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

Article 4.

Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 5.

Monsieur le Chef de la Gendarmerie d'ALBESTROFF, Monsieur le Directeur de l'entreprise EST RESEAUX, seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au registre des arrêtés municipaux.

Article 6.

Conformément à l'Article R.421-5 du Code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait à Francaltroff le 17 mai 2023.

Le Maire, Daniel CUFER



Flashez moi !

